aura délibéré, afin que je vienne reprendre ma place, si je le juge à propos.

Le gouverneur et l'intendant se retirèrent en observant le cérémonial accoutumé (1).

Les conseillers eurent bien garde, cette fois, de se montrer trop récalcitrants. Dans leur arrêt, qu'on va lire, ils donnèrent une nouvelle preuve de la manière dont on savait ne pas *contraindre leurs opinions*, et M. de Frontenac dut rire sous cape entendant lire ce qui suit :

“ Dit à été par le conseil que, sans s'arrêter à son dit arrêt du 25^e février dernier, en ce qui concerne la retenue du procès en question entre le sieur de Lamothe et le dit Moreau, pour être jugé en icelui sur le référé de M. l'intendant, que M. l'intendant sera prié de *dispenser le conseil de connaître* du dit procès, pour les raisons portées aux conclusions, et de pourvoir aux parties, ainsi qu'il avisera bon être. Au surplus que toutes les pièces mentionnées et datées au présent arrêt seront envoyées à M. de Pontchartrain, ministre et secrétaire d'Etat, pour qu'il ait agréable de faire savoir à la compagnie les intentions du roi sur cette affaire et d'autres de pareille nature.

(Signé) ROUER DE VILLERAY.”

—J'ai beaucoup de joie, messieurs, dit aussitôt le gouverneur, de voir que la compagnie a, en quelque façon, adhéré aux remontrances que je vous avais faites. Vous avez trouvé *un expédient* de ne point continuer une procédure aussi irrégulière que celle-ci, qui était directement contraire aux ordonnances réitérées que le roi a faites à cet égard. Autrement, j'aurais appréhendé que vous n'eussiez reçu de la cour quelque réprimande, et *même quelques corrections*. Aussi, messieurs, je ne manquerai pas d'avertir Sa Majesté de ce qui s'est passé en ce conseil. Je lui ferai surtout connaître la conduite de son procureur-général. Loin de me seconder pour la conservation des ordonnances, bien loin de s'opposer à ce que la compagnie n'y contrevint, ainsi qu'il est obligé de faire par le devoir de sa charge, cet officier semble

avoir voulu vous pousser à n'y avoir aucun égard. Je le répète, je dois faire connaître ces choses au roi.”

Après des menaces aussi clairement exprimées — et qui se répétaient assez souvent — on ne peut guère s'étonner de la timidité des conseillers. La fermeté de M. d'Auteuil était presque de l'intrépidité. Quant à M. de Champigny, la prudence dont il avait toujours fait preuve, autant que l'indépendance de sa position, le mettait à l'abri de la colère et des rancunes de M. de Frontenac.

M. d'Auteuil ne craignit pas de répondre :

—Je crois que mes conclusions et le réquisitoire que j'ai présentés me justifieront suffisamment. On y verra la preuve de l'application que j'ai apportée à examiner si la procédure a été régulière et si elle a été faite conformément aux ordonnances. J'espère qu'on n'y trouvera rien de contraire aux obligations de la charge que Sa Majesté a bien voulu me confier. Voilà pourquoi je crois n'y avoir rien à modifier.

—Pour moi, reprit M. de Champigny, conformément à l'arrêt qui vient d'être rendu, je reprends le procès entre le sieur de Lamothe et le dit Moreau pour le juger *comme intendant*, vu que j'en ai le pouvoir par la commission que j'ai reçue du roi. Je rendrai compte à Sa Majesté de la bonne conduite du conseil en cette affaire, lequel, d'ailleurs, n'a fait que se conformer aux ordonnances de Sa Majesté.

—Puisqu'il en est ainsi — reprit le gouverneur, évidemment surpris et piqué, — puisque M. l'intendant veut bien reprendre le procès pour le juger, ce sera à lui de se justifier auprès du roi, et de faire voir qu'il n'a pas outrepassé ses pouvoirs.

Lamothe dut se résigner à voir son procès instruit devant l'intendant, dont il semble avoir redouté l'impartialité. La sentence fut rendue le 22 avril.

Je n'ai pu en trouver le dispositif, non plus que les minutes du procès. Ces documents ont été malheureusement consumés, je crois, avec les archives de l'intendance, dans l'incendie où M. Begon faillit périr. Mais, d'après le procès intenté presque aussitôt par Sautour contre Lamothe, je conclus que cette sentence confirmait les faits admis par celui-ci devant ses arbitres, le condamnait à cer-

(1) C'est à dire que lorsqu'ils se levèrent pour sortir, tous les conseillers se levèrent aussi, les saluèrent profondément et les firent reconduire par deux d'entre eux. Après la délibération, MM. de Peiras et Aubert de la Chenaye furent députés pour aller chercher et accompagner les deux hauts fonctionnaires à leur retour.